



présidentielle 2012

initiatives exemplaires
propositions concrètes

mars 2012



initiatives exemplaires propositions concrètes

“A l'aube d'échéances majeures pour notre pays, l'AMGVF a décidé de faire entendre ses voix, celles des 98 villes et groupements de villes de plus de 100 000 habitants qu'elle représente. Des voix de la France urbaine, qui, au-delà des différences partisanes, sont celles d'élus qui partagent des préoccupations communes et qui sont confrontés à une même exigence de pragmatisme.

Interpeler les candidats à la présidentielle ne saurait se réduire à simple passage obligé pour une association comme la nôtre, surtout en ces temps de crise.

Il s'agit d'un moment privilégié pour sensibiliser la société française à la dimension urbaine qui conditionne une part majeure de notre vivre ensemble. C'est également une occasion de premier plan pour valoriser les nombreuses initiatives de terrain qui améliorent la vie de la cité, celle de nos concitoyens, et inspireront les politiques de demain.

Les maires des grandes villes sont en première ligne de questions essentielles, qu'il s'agisse de cohésion territoriale, de vitalité de nos entreprises, de solidarité, de sécurité quotidienne, ou encore du rayonnement culturel de notre pays. Leur travail de proximité, leur expertise, les innovations qu'ils mettent au service du réel ont un impact concret sur la vie de chaque Français.

Aussi avons-nous fait le choix de mettre en avant une contribution positive au débat qui mobilise notre pays.

Ce sont donc des initiatives exemplaires inspirées par nos grandes villes et des propositions que l'AMGVF estime nécessaire pour améliorer notre capacité d'action. En quelques mots, une part d'actions concrètes qui améliorent notre vie en société et une part d'orientations pour prendre, ensemble, notre destin en main."



Michel Destot,
député, maire de Grenoble,
président de l'Association
des Maires de Grandes
Ville de France



Valérie Fourneyron,
maire de Rouen

Pour un avenir en logements

“un seuil de 25% de logements sociaux pour toute opération de 4 logements au moins”

En France, selon les derniers chiffres de l'INSEE, on comptabilise 3,5 millions de mal-logés et 150 000 sans-logis. Dans ce contexte, la question du logement est devenue pour tous les élus locaux bien plus qu'une priorité.

Un engagement. Comme à Rouen, où le conseil municipal s'est fixé des objectifs ambitieux. Alors que la loi SRU impose aux communes de plus de 3 500 habitants un taux de 20% de logements sociaux, la ville de Rouen a fixé, elle, le seuil à 25% pour toute opération de 4 logements au moins. Par ailleurs, à travers sa politique de maîtrise du foncier, la ville impose aux promoteurs à qui elle a cédé des terrains, la réalisation de 25% de logements en accession à coûts maîtrisés. En contrepartie d'un effort sur le prix de vente, la ville demande aux promoteurs qu'ils s'engagent à construire des logements à un prix de sortie inférieur à 2 700 euros le m² et à destination des ménages sous plafond de ressources. Grâce à ces leviers d'action opérationnels depuis janvier 2012, la ville se donne les moyens de faire de Rouen une ville solidaire et exemplaire.





Michel Destot,

maire de Grenoble

Parler Bambin

*“la prévention de l'échec scolaire
dès le plus jeune âge”*

Et si les inégalités sociales étaient réduites à la source ? C'est le pari pris par la ville de Grenoble qui a lancé l'opération “Parler Bambin”, un programme de prévention précoce de l'échec scolaire destiné aux enfants de 18 à 36 mois, s'inspirant de méthodes mises en œuvre aux Etats-Unis et au Canada. L'objectif du programme est d'améliorer l'acquisition des compétences langagières grâce à des imagiers constitués de scènes proches de la vie des enfants et d'un vocabulaire sélectionné. Les résultats de l'expérimentation menée dans l'une des crèches de la ville ont montré une progression plus importante et significative du langage.



Les travaux de ces vingt dernières années montrent que le niveau de développement de la capacité langagière d'un enfant est très prédictif de la réussite scolaire future. L'opération grenobloise constitue un modèle de justice sociale innovant et précurseur en faveur de l'égalité des chances.



André Rossinot,

maire de Nancy, président du Grand Nancy

Dépasser les frontières

“rassembler autour des savoirs”

“Savoir créer, savoir industrialiser, savoir gérer et vendre”.
Ce triptyque, propre à la réussite et à la compétitivité
des entreprises, constitue le fondement même du projet
“ARTEM”.

Un projet d’alliance novateur et original, soutenu par la ville
et la Communauté urbaine de Nancy, qui rassemble

dans un même lieu les trois grandes écoles implantées à Nancy autour du concept
“Art, Technologie et Management” :

l’Ecole Nationale des Mines, l’Institut
Commercial de Nancy, et l’Ecole Nationale
Supérieure d’Art.

Si ce projet constitue un formidable
partenariat stratégique entre ingénieurs,
managers et artistes de demain, invités

dès aujourd’hui à travailler et créer ensemble, il prend également la forme d’une opération
urbaine et architecturale majeure au cœur de l’agglomération nancéenne. Ces trois
écoles seront rassemblées sur un même campus sur le site des anciennes casernes
Molitor et Manutention, dans un espace urbain réalisé par l’architecte Nicolas Michelin.

Première école à ouvrir ses portes, l’Ecole des Mines, dès la rentrée 2012. Dépasser
les frontières traditionnelles pour aller vers une innovation par projets, telle est l’ambition
de “ARTEM”, un projet qui tend à répondre aux évolutions rapides des métiers situés
au carrefour de la technique, de l’art et de la gestion.





H el ene Mandroux,
maire de Montpellier

La culture en mobilité ***“faire venir la culture aux habitants”***

Consacrer l’espace public aux créations artistiques, telle est l’ambition des ZAT   Montpellier.

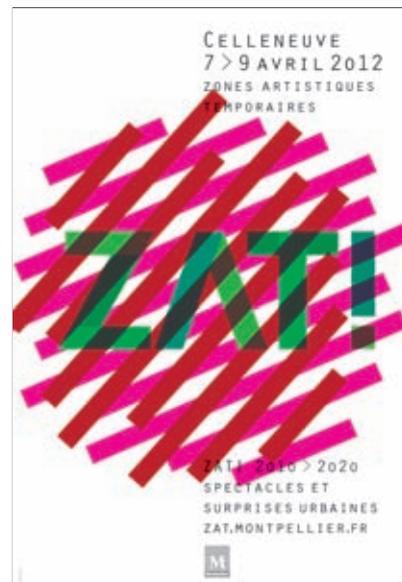
Mais c’est quoi les ZAT ?

Des Zones Artistiques Temporaires.

L’aventure a commencé en 2010 sous l’impulsion

de la direction de la culture et du patrimoine.

L’idée est simple, monter des spectacles, des conférences et surprises artistiques dans des quartiers de la ville et notamment dans des lieux inattendus, comme des friches, des parcs et jardins et des quartiers où l’offre culturelle est plutôt rare. Trois  v nements ZAT ont eu lieu depuis son lancement : spectacles et conférences dans le quartier Antigone, conçu par l’architecte Ricardo Bofill, manifestations de printemps sur le thème de la nature dans le parc Méric, performances à l’occasion de l’inauguration du nouvel hôtel de ville... Les rendez-vous ZAT, une invitation à explorer la ville autrement, en lien avec les populations et les acteurs culturels locaux.





Philippe Duron,

maire de Caen, président de Caen la Mer

Emploi : un agent = un tuteur

“mobiliser les agents municipaux dans l’accompagnement des demandeurs d’emploi”

Et si les villes mobilisaient leurs agents pour lutter contre le chômage ? La ville de Caen et son Centre Communal d’Action Sociale ont lancé en 2009 une expérience inédite. Mobiliser les agents municipaux autour d’un projet d’accueil et d’accompagnement des jeunes et des demandeurs d’emploi

de longue durée en démarche d’insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle.

Pour ce faire, la ville a contractualisé avec le service public de l’emploi et formé au tutorat les agents municipaux. Depuis 2009, 3 750 stagiaires ont été accueillis, 63 Contrats Uniques d’Insertion signés, 26 apprentis ont été recrutés... La fonction publique territoriale s’implique et fait preuve de solidarité.





Jean-Marc Ayrault,

maire de Nantes, président de Nantes Métropole

Des coachs carbone

“des familles volontaires pour réduire les émissions de CO₂”

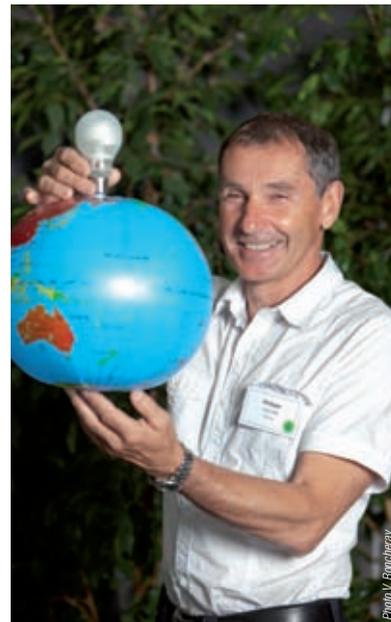
Répéter qu’il faut sauver la planète c’est bien, expérimenter les gestes à accomplir pour y parvenir, c’est mieux.

L’Atelier climat, mis en place en juin 2010 par l’agglomération de Nantes, capitale verte

européenne 2013, vise à passer des grands slogans à leur traduction. L’Atelier a été testé auprès de 150 familles volontaires qui se sont engagées durant un an à expérimenter les gestes à accomplir pour réduire leur facture énergétique et leurs émissions de CO₂. Pour y parvenir, elles ont bénéficié d’un coach carbone. Une première en France !

Au terme de l’expérimentation, 123 tonnes de CO₂ ont été économisées. Les familles pilotes ont rendu quelques recommandations comme la nécessité d’une communication non culpabilisatrice sur les changements nécessaires.

Aujourd’hui, l’aventure se poursuit. Il s’agit de passer des 150 ménages aux 600 000 habitants de l’agglomération.





Jean-Marie Bockel,

président de Mulhouse Alsace Agglomération

Des clima'cteurs engagés !

“connaître son empreinte écologique”

Le plan climat de Mulhouse Alsace Agglomération, adopté en 2007, est ambitieux. Il prévoit une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 2% par an. Pour poursuivre cet objectif, l'agglomération

vient de lancer une expérience originale : inciter les habitants à devenir des clima'cteurs engagés ! En collaboration avec le site internet “Le climat entre nos mains”, l'agglomération propose un diagnostic personnalisé en ligne. Ainsi chaque habitant peut calculer lui-même ses émissions de gaz à effet de serre annuelles, s'engager à les réduire et partager ses expériences avec d'autres internautes. Facile, rapide, accessible à tous, l'action proposée par Mulhouse Alsace Agglomération fait prendre conscience que le réchauffement climatique est l'affaire de tous !





Christian Estrosi,

maire de Nice, président de Nice Métropole

La place est dans le mobile

une application pour guider les automobilistes vers les places libres

A Nice, le stationnement en centre-ville avait vite fait de tourner au cauchemar. Il fallait souvent plus d'une demi-heure pour trouver une place... Pour en finir, la ville de Nice a développé un système innovant : grâce à des capteurs disposés dans les trottoirs, les automobilistes peuvent connaître, en temps

réel, les places disponibles. L'information est accessible sur Smartphone ou GPS.

Si aucune place n'est libre, un guidage vers le parc est proposé. La solution accepte tous les modes de paiement y compris sans contact ou à distance. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus globale associant tous les modes de déplacement : transports en commun, Autobleue, vélos en libre-service, accès billettique, etc.

L'ensemble de ces informations étant disponibles sur le kiosque multiservice. Dans quelques mois, ce procédé fournira également aux usagers des informations en temps réel sur la densité du trafic, la pollution de l'air et le niveau du bruit, ce qui servira les ambitions de la métropole de Nice, modèle d'Eco-cité au bord de la Méditerranée. Cette technologie très novatrice a reçu le prix du meilleur projet innovant lors du salon des villes intelligentes qui s'est tenu à Barcelone en novembre 2011.





Roland Ries,
maire de Strasbourg

Ne ratez pas la marche...

“une stratégie pour faciliter la vie des piétons”

Chaque citoyen est un piéton potentiel.

Même les usagers des transports en commun sont des “piétons qui se reposent” !

Selon la dernière enquête du CERTU, la marche en ville représente 30% des déplacements. C’est la raison pour laquelle la ville de Strasbourg a souhaité lancer le premier

“Plan Piétons 2011 - 2020”. Mais qu’entend-on par plan piéton ?

Au sein de la collectivité, les principaux modes de déplacement disposent de leur planification stratégique : des schémas directeurs pour les transports en commun, des plans de circulation pour la voiture, la cohérence d’ensemble étant assurée par des documents d’urbanisme.

Or pour la marche à pied, il n’existe aucune stratégie unifiée.

Le “Plan Piéton” vise à rattraper cette lacune.

Programmé sur une période de 10 ans, le projet vise à jeter les bases d’une véritable politique de déplacement.





Alain Maurice,

maire de Valence, président de Valence Agglo-Sud-Rhône-Alpes

Les voies du fret

“connecter les flux de transport de fret pour tripler le trafic fluvial et ferroviaire”

Le transport de marchandises, moteur de l'activité économique, fait sa révolution verte. Dans cette perspective, la ville et l'agglomération de Valence, associées à la ville de Portes-lès-Valence, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme et à l'Association des Utilisateurs

de Transport de Fret, viennent de lancer “Valence Euro-Rhône”, association de préfiguration du premier Convertisseur modal européen.

Le projet tient en une plateforme multimodale parfaitement connectée à la route, l'autoroute, le rail, le fleuve et la Méditerranée dont l'objectif est de tripler les trafics par voies fluviale et ferrée.

Point fort du projet, la réalisation d'une route ferroviaire permettant de désengorger les axes routiers saturés et de baisser fortement les émissions de CO₂.

La situation stratégique de l'agglomération de Valence, au-delà de l'itinéraire européen Nord-Sud commun à l'ensemble des flux, prend toute son importance à l'échelle locale grâce au sillon alpin.





Daniel Delaveau,

maire de Rennes, président de Rennes Métropole

Sortir !

“un outil d’animation du vivre-ensemble”

Une place de cinéma à 3 euros ? Une entrée libre au musée ? Jouer au tennis, organiser un tournoi de foot à moindre coût ? En 2010, la ville de Rennes a lancé le dispositif “SORTIR !”, une carte nominative qui permet sous condition de ressources mais sans aucune condition d’âge, d’accéder à des activités culturelles, sportives et de loisirs.

“SORTIR !” n’est pas seulement une aide financière, une prestation administrative supplémentaire. C’est un outil d’animation du vivre ensemble, conçu pour rompre l’isolement et renforcer le lien social en favorisant l’accès à la culture, au sport et aux loisirs des publics qui en sont le plus éloignés. Le dispositif fonctionne grâce à un accompagnement social et une médiation culturelle.

Au 1^{er} janvier 2012, 22 180 personnes bénéficient de la carte “SORTIR !” et plus de 300 structures culturelles, sportives et de loisirs ont signé une convention de partenariat avec la ville.

A Rennes, l’article 27 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen (1948) selon lequel “toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté...” prend tout son sens.





Pierre Cohen,
maire de Toulouse

Mairie à toute heure

“une plate-forme téléphonique 24h/24 pour répondre aux problèmes du quotidien”

Il fallait y penser.

Nuisances, conflits de voisinage, enlèvement de graffitis, encombrants... à l'exception des services d'urgence, difficile d'avoir une présence téléphonique après 18 heures...

Pour répondre aux problèmes du quotidien à l'heure

où plus personne ne répond, la ville de Toulouse a mis en place fin 2009, le premier “Office de la Tranquillité”. 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an, le centre d'appels “31 01” répond aux demandes des Toulousains.

Le dispositif fonctionne telle une plate-forme qui coordonne l'action des services municipaux et celle de la police nationale. Un service d'intervention rapide est prêt à aller sur le terrain en cas de besoin.

En 15 mois d'existence, “l'Office de la tranquillité” a répondu à plus de 300 000 appels.

De leur côté, les services de la police, les pompiers et le Samu ont noté une baisse significative des appels intempestifs.

A Grenoble et à Lyon, on regarde de près le dispositif toulousain. Comme quoi le bon sens appliqué aux idées nouvelles peut faire des émules...





Jean-Paul Alduy,
président de Perpignan Méditerranée

Ville à énergie positive

“gérer concrètement le développement durable”

“L’avenir se prépare aujourd’hui”.

L’agglomération de Perpignan a fait sienne cet adage en lançant en 2008 le programme “**Grenelle 2015 Archipel Perpignan**”.

Prenant la forme d’une convention cadre signée par la ville, l’agglomération et le ministère de l’Ecologie, ce programme vise à faire de Perpignan le premier territoire français à énergie positive. Production d’énergies renouvelables, développement d’éco-quartiers, économie agricole, plan bus-tram et plan vélo, protection de la biodiversité, éducation citoyenne... tous les champs du développement durable sont pris en compte. Depuis son lancement le programme “Grenelle 2015” a permis notamment la modernisation de l’éclairage public, une économie, au 31 décembre 2011, de 2,8 millions de Kwh, et la réduction de 305 tonnes de CO₂ par an. Perpignan a par ailleurs été reconnu comme premier territoire de France pour sa puissance photovoltaïque. Pour les collectivités, les plans d’actions deviennent des réalités et produisent des résultats.





Michel-François Delannoy,
maire de Tourcoing

La laïcité au cœur de la cité

“un conseil extra-municipal pour le vivre ensemble”

“On ne peut pas se contenter de proclamer que la diversité est une chance pour qu’elle le devienne”.

C’est par ces mots que le maire de Tourcoing, ville internationale de par son histoire textile et sa position géographique de ville frontière, a installé, en novembre 2010, **le premier Conseil extra-municipal de la laïcité et du vivre-ensemble.**

Unique en France, cette instance, créée par le maire, a pour vocation d’analyser et de conseiller la ville sur les enjeux de laïcité et du vivre ensemble, et de veiller à lutter contre les discriminations, le racisme ou le repli communautaire. Formé de représentants des différents cultes, de la société civile et d’élus municipaux, le Conseil répond à des questions très concrètes qui se posent au quotidien. Faut-il accéder à la demande des habitants qui souhaitent de la viande halal dans les restaurants scolaires ? Doit-on organiser les cimetières en fonction des confessions ? En un an d’existence, le Conseil, réuni une dizaine de fois, a rendu des avis et recommandations sur les modalités de mise en œuvre de la laïcité. Cette instance de concertation constitue un outil de gouvernance nouveau et original qui s’applique à révéler les points de convergence entre différentes cultures, croyances et philosophies.



Photo: E. Ducoulombier, ville de Tg



Dominique Voynet,
maire de Montreuil

Un quartier qui nous rassemble ***“un projet de rénovation urbaine évolutif”***

Résorber la fracture et les inégalités.

Tel est l'engagement pris par la ville. Le projet des Hauts de Montreuil porte l'ambition de redonner de la valeur et du sens à des quartiers trop longtemps délaissés, et de les réintégrer pleinement dans la dynamique de la ville. Le projet se déploie sur plus de 200 hectares, soit plus d'un cinquième de la ville.

Il est conçu pour faire vivre ensemble habitat, commerces et activités tertiaires.

La mobilité douce y est encouragée, illustrée par la transformation de l'autoroute A186 en une avenue accueillant le tramway T1. Point fort du projet, la démarche participative.

La ville souhaite associer pleinement les populations afin de faire vivre un projet qui se veut évolutif.

“La Fabrique” est au cœur de la concertation. C'est un lieu, où l'on peut rencontrer les acteurs du projet, se tenir informé, et prendre connaissance des initiatives des habitants. Depuis son ouverture en mars 2011, “La Fabrique” a accueilli plusieurs centaines de personnes.



L'aventure se poursuit...

A partir du 21 mars 2012, retrouvez dans la lettre hebdomadaire de l'AMGVF, "Grandes Villes Hebdo" la suite des initiatives exemplaires des villes et agglomérations. A venir, prochainement, les initiatives de Saint-Etienne, de Reims, de Dunkerque, de Marseille Provence Métropole...

Pour vous abonner à la lettre, rendez-vous sur le site www.grandesvilles.org

Des propositions concrètes pour améliorer le vivre ensemble

Politique de la ville / Logement / Habitat / Vivre ensemble

- Faire de la politique de la ville une priorité nationale et acter, dès aujourd'hui, le principe d'un deuxième programme de rénovation urbaine
- Porter à 25% le seuil de logements sociaux dans tous les programmes immobiliers y compris hors des territoires faisant l'objet d'opérations de rénovation urbaine
- Prévenir l'échec scolaire dès le plus jeune âge
- Généraliser les Conseils extra-municipaux de la laïcité et du vivre ensemble composés notamment des représentants des différents cultes
- Favoriser l'accès à la culture, au sport, aux loisirs pour tous, grâce à l'accompagnement social et la médiation

Investissement / Fiscalité locale / Economie / Développement économique / Croissance

- Créer un livret collectivités locales à l'instar du livret A, afin de soutenir l'investissement local qui représente 71% de l'investissement public en France
- Réengager les enveloppes spécialisées de la Caisse des dépôts afin de financer des projets structurants des territoires nécessitant des financements à plus de 20 ans (transports en commun...)
- Créer l'Agence de financement des investissements locaux pour maintenir un haut niveau d'investissement
- Instaurer un taux régional de CSG afin de doter les territoires de ressources pérennes
- Permettre le rapprochement des PME locales avec les grands groupes internationaux, notamment dans le cadre des réseaux comme "Pacte PME"
- Renforcer les synergies entre les universités, les entreprises et les territoires, notamment dans le cadre des pôles métropolitains
- Soutenir les initiatives des collectivités en matière d'Open Data pour favoriser la création d'applications innovantes
- Intégrer les villes du bassin parisien au contrat de développement territorial du Grand Paris, première région économique d'Europe

Développement durable / Déplacements / Plans climat

- Mettre en place une approche intégrée des politiques environnementales et sociales pour une ville européenne solidaire et durable
- Intégrer la marche à pied dans tous les documents de planification des déplacements urbains
- Lancer un nouvel appel à projets de transport en commun en site propre doté d'une subvention d'Etat de 500 millions d'euros
- Redistribuer aux collectivités locales une partie de la recette issue de la vente aux enchères des quotas de CO₂ industriel afin de leur permettre de financer les "Actions climats territoriales"



Association des Maires de Grandes Villes de France

42, rue Notre-Dame des Champs 75006 Paris

tél 01 44 39 34 56 - fax 01 45 48 98 54

amgvf@grandesvilles.org - www.grandesvilles.org